

Le parti Droit et justice (PiS) au pouvoir remporte les élections parlementaires en Pologne

Droit et justice (PiS), parti du Premier ministre sortant Mateusz Morawiecki, présidé par Jaroslaw Kaczynski, s'est imposé lors des élections parlementaires le 13 octobre en Pologne. Le PiS a recueilli 43,59% des suffrages et remporté 235 sièges des 460 sièges de la Diète (Sejm), chambre basse du Parlement, et 48 au Sénat.

La Coalition civique (KO), qui rassemble la Plateforme civique (PO) de Grzegorz Schetyna et .Moderne (Nowoczesna), parti libéral fondé par l'économiste de la Banque mondiale Ryszard Petru et dirigé par [Katarzyna Lubnauer](#), est arrivée derrière avec 27,4% des voix et 134 sièges à la Diète et 43 au Sénat. Elle est suivie par Lewica (La Gauche), coalition qui regroupe l'Alliance démocratique de gauche (SLD), Wiosna (Printemps), fondé et dirigé par Robert Biedron, Razem (Ensemble), le Parti socialiste de Pologne (PPS), l'Union du travail (UP) et plusieurs organisations féministes et laïques, qui a recueilli 12,56% des suffrages et remporté 49 élus à la Diète et 2 au Sénat. La gauche retrouve donc les bancs de la Diète après quatre années d'absence.

La Coalition polonaise, qui unit le Parti populaire (PSL), présidé par Wladyslaw Kosiniak-Kamysz, et Kukiz'15, parti populiste créé par Pavel Kukiz, a pris la quatrième place du scrutin en obtenant 8,55% des voix et 30 sièges à la Diète et 3 au Sénat.

Enfin, la Confédération Liberté et Indépendance, alliance de plusieurs partis de droite populiste, ultralibérale et nationaliste, dont KORWIN, parti de l'ancien député européen Janusz Korwin-Mikke, le Mouvement national (RN) de Robert Winnicki, la Confédération de la couronne polonaise (Korona) et l'Union des familles chrétiennes (ZChR), fait son entrée au parlement polonais en remportant 6,81% des suffrages et 11 élus.

« *L'arrivée de la gauche et de l'extrême droite annonce une chambre hétéroclite* » a indiqué Stanislaw Mocek, politologue et recteur de l'université Collegium Civitas. Un peu moins de la moitié des Polonais ont rempli leur devoir civique : la participation s'est élevée à 48,03%, soit - 2,89 points par rapport aux précédentes élections parlementaires du 25 octobre 2015.

Élections Parlementaires en Pologne

13 octobre 2019

Résultats des élections parlementaires du 13 octobre 2019 en Pologne

Diète

Participation : 48,03%

Partis politiques	Nombre de suffrages obtenus	Pourcentage des voix recueillis	Nombre de sièges
Droit et justice (PiS)	8 051 935	43,59	235
Coalition civique (KO)	5 060 355	27,4	134
Lewica (La Gauche)	2 319 946	12,56	49
Coalition polonaise	1 578 523	8,55	30
Confédération Liberté et Indépendance	1 256 953	6,81	11
Minorité allemande	32 094	0,17	1

Source : <https://wybory.gov.pl/sejmsenat2019/pl/wyniki/sejm/pl>

Sénat

Participation : 48,03%

Partis politiques	Nombre de suffrages obtenus	Pourcentage des voix recueillis	Nombre de sièges
Droit et justice (PiS)	8 110 193	44,56	48
Coalition civique (KO)	6 490 306	35,66	43
Coalition polonaise	1 041 909	5,72	3
Lewica (La Gauche)	415 745	2,28	2
Lidia Staron		0,58	1
Krzysztofa Kwiatkowskiego		0,44	1
Wadim Tyszkiewicz		0,35	1
Démocratie civile		0,25	1

Source : <https://wybory.gov.pl/sejmsenat2019/pl/wyniki/senat/pl>

« Bien qu'un front puissant ait été contre nous, nous avons réussi à gagner (...) Devant nous quatre années de dure labeur » a déclaré Jaroslaw Kaczynski à l'annonce des résultats ajoutant « Nous devons réfléchir à ce que nous avons réussi à faire et à ce qui a fait qu'une partie de la société a considéré qu'il ne fallait pas nous soutenir ».

La victoire, attendue, est devenue réalité. Le parti au pouvoir depuis 4 ans devrait poursuivre sa généreuse politique sociale au cours de la prochaine législature. Durant la campagne électorale, le PiS a promis une nouvelle hausse du salaire minimum, actuellement de 2 250 zlotys, jusqu'à 4 000 zlotys en 2023, la reconduction du treizième mois de pension (et l'allocation d'un quatorzième mois pour les personnes percevant les plus faibles retraites), une nouvelle allocation familiale, une nouvelle baisse des

impôts et la réduction des charges sociales pour les petites entreprises. Le PiS veut consolider sa « version polonaise de l'Etat-providence » selon les mots de Jaroslaw Kaczynski. « Durant la transition, les fruits de la croissance sont partis à l'étranger ou auprès de l'élite économique polonaise. Aujourd'hui, ils tombent dans le portefeuille de la majorité de la société polonaise » a souligné le Premier ministre sortant Mateusz Morawiecki.

Aidé par un contexte de bonne conjoncture économique (la croissance du PIB a progressé en moyenne de 4% chaque année depuis 2015), le PiS a déployé entre 2015 et 2019 un vaste et généreux programme d'aides sociales : mise en place d'une allocation mensuelle de 500 zlotys (125 €), appelée 500 +, versée pour chaque enfant aux familles percevant les plus faibles revenus et à partir du deuxième enfant dans les familles recevant

le salaire moyen (cette mesure a été élargie à tous les enfants), allocation d'un treizième mois de pension aux retraités, baisse du taux de l'impôt sur le revenu de 18% à 17%, augmentation des aides sociales versées aux personnes handicapées et aux agriculteurs, gratuité des médicaments pour les personnes de plus de 75 ans et, enfin, suppression de l'impôt sur le revenu pour tous les salariés âgés de moins de 26 ans. Le gouvernement de Mateusz Morawiecki a également abaissé l'âge de la retraite (à 65 ans pour les hommes et 60 pour les femmes), renationalisé plusieurs banques et taxé certaines institutions financières afin de « repoloniser » l'économie.

« Le soutien important dont bénéficie Droit et justice ne doit pas être vu comme le signe que les Polonais sont devenus nationalistes ou xénophobes. Il révèle plutôt l'efficacité du parti et sa capacité à mobiliser les électeurs à l'aide de politiques fondées sur des transferts sociaux » a affirmé Pawel Zerka, chargé de recherche au sein du groupe de réflexion du Conseil européen pour les relations étrangères. Pour certains analystes d'ailleurs, ces transferts d'argent directs accordés aux Polonais menacent in fine les services publics.

Outre les bénéfices sociaux, le PiS a su trouver par sa dénonciation des membres de la communauté

LGBT, que le parti n'hésite pas à présenter comme des ennemis de la Pologne, une façon de mobiliser et de solidifier son électorat face à ceux que le parti considère comme « une menace à l'identité de la nation et de l'Etat polonais » selon les propres mots de Jaroslaw Kaczynski

Si la gauche fait son retour au Parlement, les forces de l'opposition ont cependant échoué à devancer et à freiner la progression de Droit et justice. Elles ont essentiellement fait campagne sur la critique du parti au pouvoir, une stratégie qui s'est avérée inefficace. « Nous étions au-dessus des lois. Nous n'avons pas eu le sentiment que le combat était honnête, que ces élections parlementaires étaient justes » a déclaré le dirigeant de la Plateforme civique, Grzegorz Schetyna, ajoutant « La coopération entre les partis et des milieux d'opposition est la seule voie possible. Tout est devant nous, et notamment l'élection présidentielle^[1], et là nous serons prêts et nous allons l'emporter, c'est la promesse que nous faisons ».

« Droit et justice a la majorité absolue et il n'a donc pas besoin d'alliés pour gouverner mais le parti ne dispose pas de la majorité suffisante pour rejeter un veto présidentiel. Il s'agit donc pour l'opposition de miser désormais sur l'élection présidentielle de l'année prochaine » a indiqué Stanislaw Mocek, politologue.

¹. Celle-ci est prévue pour le printemps 2020.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.